



Chapitre P-5

LOI SUR LES PANNEAUX-RÉCLAME ET AFFICHES

Application. **1.** La présente loi s'applique à tout le territoire du Québec, sauf à celui compris dans les limites des cités et des villes.

S. R. 1964, c. 135, a. 1.

«Affiche». **2.** Dans la présente loi:

1° Le mot «affiches» ou «affiche» désigne tout imprimé, écrit, dessin, peinture, lithographie ou représentation au moyen d'un procédé quelconque, placé pour être vu du public et servant pour des fins d'avis, d'annonce, de réclame ou de publicité; mais ce mot ne comprend pas:

- a) Les affiches émanant de l'autorité publique;
- b) Les avis dont l'affichage est prescrit par une loi;
- c) Les affiches qu'un propriétaire, locataire ou occupant d'une construction place sur cette construction pour annoncer la profession, l'art, le commerce, l'industrie ou autre occupation qu'il y exerce, la vente des produits de la ferme, la vente des produits qu'il fabrique ou tous autres produits vendus sur les lieux, ainsi que la vente ou la location de l'immeuble dont cette construction dépend;
- d) Les affiches qu'un propriétaire ou locataire d'un restaurant, d'un hôtel, d'une maison de pension ou de chalets (bungalows) situés le long d'un chemin que le ministre des transports entretient mais éloignés de ce chemin, place à proximité dudit chemin aux fins d'indiquer l'endroit où se trouve son établissement. Dans ce cas le propriétaire ou locataire ne peut avoir qu'une affiche en place à proximité du chemin sur sa propriété et cette affiche ne peut avoir plus de trois pieds de longueur par deux pieds de largeur;
- e) Les affiches électorales d'un candidat à une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire;
- f) Les affiches posées à l'occasion d'une manifestation religieuse ou patriotique;
- g) Les affiches pour annoncer une exposition agricole;
- h) Les inscriptions dans les cimetières;
- i) Les inscriptions d'un caractère historique que le ministre des transports a autorisées;
- j) Les signaux de direction ou d'arrêt installés ou autorisés par le ministre des transports;

- k)** Les affiches qu'une compagnie de téléphone, de télégraphe ou d'énergie électrique place sur ses poteaux pour indiquer un danger ou pour indiquer les endroits où sont situés ses bureaux, pourvu que ces affiches ne soient pas rigides, mais encerclent en tout ou en partie les poteaux;
- 2°** L'expression «chemin que le ministre des transports entretient» a la signification qui lui est attribuée par l'article 38 de la Loi sur la voirie (chapitre V-8).
- S. R. 1964, c. 135, a. 2; 1972, c. 54, a. 32.
- 3.** Sous réserve des dispositions des articles 4 et 7, il est interdit d'avoir une affiche en place pour être vue d'un chemin que le ministre des transports entretient, sauf lorsque:
- a)** L'affiche est placée à une distance d'au moins cent pieds d'un tel chemin et pourvu que sa longueur n'excède pas dix pieds et sa largeur huit pieds;
- b)** L'affiche est placée à une distance d'au moins deux cents pieds d'un tel chemin et pourvu que sa longueur n'excède pas vingt-cinq pieds et sa largeur douze pieds;
- c)** L'affiche est placée à une distance d'au moins trois cents pieds d'un tel chemin et pourvu que sa longueur n'excède pas cinquante pieds et sa largeur quinze pieds.
- Dans tous ces cas, l'affiche doit être placée à au plus quatre pieds du sol sur un bâti construit uniquement à cette fin, et elle doit porter le nom et l'adresse de son propriétaire.
- S. R. 1964, c. 135, a. 3; 1972, c. 54, a. 32.
- 4.** Une affiche installée le long d'un chemin que le ministre des transports entretient, annonçant un restaurant ou un hôtel, en vertu d'un contrat passé avant le 1er février, 1933, entre le propriétaire, locataire ou occupant de ce restaurant ou de cet hôtel et une personne, société ou corporation faisant le commerce de construire ou d'installer des affiches, peut être placée à une distance de pas moins de vingt-cinq pieds d'un tel chemin, durant l'existence de ce contrat, pourvu que la longueur de cette affiche n'excède pas cinq pieds et sa largeur trois pieds.
- Une copie de ce contrat devait être transmise au ministre de la voirie avant le 14 octobre 1933.
- S. R. 1964, c. 135, a. 4; 1972, c. 54, a. 32.
- 5.** Dans le cas où il est permis en vertu de la présente loi d'avoir une affiche en place, aucune affiche ne peut être placée:
- a)** À moins de mille pieds d'une affiche déjà existante;

- b) À moins de six cents pieds du croisement de deux chemins ou du croisement d'un chemin carrossable et d'une voie ferrée;
- c) En face d'un tournant ou d'un changement brusque dans la direction du chemin.

S. R. 1964, c. 135, a. 5.

Enlèvement. 6. Une affiche doit être enlevée par son propriétaire sur demande du ministre des transports, lorsque ce dernier considère que cette affiche masque ou défigure un paysage ou panorama, ou qu'elle nuit à un poste d'observation que ledit ministre a établi.

S. R. 1964, c. 135, a. 6; 1972, c. 54, a. 32.

Prohibition. 7. Le ministre des transports peut, par un décret qu'il publie dans la *Gazette officielle du Québec*, prohiber, dans les endroits qu'il désigne, la pose d'affiches qui peuvent être vues d'un chemin que le ministre des transports entretient, et dans ce cas, il est interdit d'avoir une affiche en place dans ces endroits.

S. R. 1964, c. 135, a. 7; 1968, c. 23, a. 8; 1972, c. 54, a. 32.

Enlèvement, démolition. 8. Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, les propriétaires d'affiches érigées avant le 1er février, 1933, s'il s'agit d'affiches dont la mise en place est prohibée en vertu de la présente loi, devaient les enlever ou les démolir avant le 1er décembre, 1934.

Délai. Dans les cas prévus à l'article 4, les propriétaires des affiches visées par cet article 4 doivent les enlever ou les démolir dans les huit jours qui suivent l'expiration dudit contrat.

S. R. 1964, c. 135, a. 8.

Contrevenants. 9. Lorsqu'une infraction à la présente loi est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines édictées par l'article 10:

a) Le propriétaire, locataire ou occupant du terrain sur lequel l'affiche est érigée;

b) La personne, société ou corporation pour le bénéfice de laquelle l'affiche a été érigée;

c) La personne, société ou corporation qui s'est chargée d'ériger cette affiche pour le bénéfice d'une autre personne, société ou corporation.

S. R. 1964, c. 135, a. 9.

Amendes. 10. Toute infraction à toute disposition de la présente loi rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars au cas d'une première infraction, et d'au moins quinze

dollars mais de pas plus de cinquante dollars au cas de toute infraction subséquente.

S. R. 1964, c. 135, a. 10.

Ordre d'enlèvement. **11.** Le tribunal qui prononce la sentence ordonne que l'affiche qui a fait l'objet de la condamnation soit enlevée ou détruite dans un délai de huit jours à compter de la sentence, et ce aux frais de la personne, société ou corporation condamnée.

S. R. 1964, c. 135, a. 11.

Interprétation. **12.** La présente loi n'a pas pour effet de permettre d'avoir en place une affiche qu'une autre loi prohibe.

S. R. 1964, c. 135, a. 12.

La présente loi sera remplacée lors de l'entrée en vigueur de l'article 13 du chapitre 49 des lois de 1965 (1^{re} session), à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 135 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-5 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 135

Chapitre P-5

LOI DES PANNEAUX-
RÉCLAME ET AFFI-
CHES

LOI SUR LES PAN-
NEAUX-RÉCLAME ET
AFFICHES

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 12

1 - 12

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

